

*Les crédits*

soit environ 20 p. 100. En raison de sa qualité très médiocre, ce maïs n'est bon que pour le bétail. Le problème est que presque tous les silos sont pleins et que les agriculteurs ne peuvent pas livrer leur récolte.

• (1130)

Je n'ai jamais vu une attitude aussi cavalière que celle de l'ancien ministre de l'Agriculture. Il y a plusieurs années, le gouvernement a supprimé le programme de paiements anticipés, les avances de fonds sans intérêt. Il n'avait pas plutôt fini d'éliminer ce programme au printemps de 1989, qu'il le réinstaurait par décret à l'automne de la même année.

Maintenant, on ne sait jamais s'il va y avoir des avances de fonds sans intérêt. Cette année, on n'a su que fin septembre ou début octobre que cette aide serait offerte. Dans l'ouest du Canada, il existe un programme en vertu duquel le gouvernement verse des avances de fonds sans intérêt aux agriculteurs lorsque la récolte est impossible. Le plafond de ces avances de fonds sans intérêt a été fixé à 50 000 \$.

L'automne dernier, les producteurs de maïs et d'autres producteurs du sud-ouest de l'Ontario, où l'acre de culture est généralement beaucoup plus dispendieux, ont demandé s'il serait possible d'accroître ces avances de fonds sans intérêt et de les offrir aussi en Ontario, au Québec et dans d'autres régions de l'Est, selon les critères déjà en vigueur pour les avances de 50 000 \$ sans intérêt. Le ministre n'a dit ni oui ni non et le comité de l'agriculture a adopté une proposition pour demander au gouvernement de mettre à la disposition de ces autres producteurs l'avance de fonds sans intérêt de 50 000 \$.

L'étude du dossier a traîné, mais enfin, en décembre, le gouvernement a décidé d'offrir des avances de 50 000 \$, tout comme dans l'Ouest, plus 3 000 \$ pour les coûts de séchage. Ces sommes ont été mises à la disposition des agriculteurs si tardivement que jusqu'à maintenant, selon les renseignements que j'ai obtenus, sur les 25 000 producteurs de maïs, 20 seulement se sont prévalus de cette avance sans intérêt pour leurs céréales récoltées et non engrangées.

Quel désastre! Les producteurs n'arrivent pas à faire les récoltes, mais ils ont accès au Régime d'assurance-revenu brut et à l'assurance-récolte pour assurer leurs récoltes et ils ne reçoivent des avances de fonds sans intérêt que pour la moitié des récoltes de toute façon. Le gouvernement ne verse pas les mêmes avances sans intérêt pour les céréales non récoltées que pour celles qui le sont.

Et puis, lorsque les producteurs de maïs de l'Ontario ont tenté d'avoir accès à ce programme d'avances de fonds sans intérêt, ils ont constaté qu'il comportait une petite attrape. Le Conseil du trésor avait fixé à 41 millions de dollars le montant des fonds qui pouvaient être versés sous forme d'avances sans intérêt. Ils doivent donc courir d'une banque à l'autre pour trouver l'argent nécessaire. Le secrétaire parlementaire ne parle jamais de tous ces petits pièges que le gouvernement parsème ça et là pour gêner et déconcerter les agriculteurs de cette région.

Cette récolte de maïs de qualité inférieure pourrait servir à nourrir le bétail de Cuba, mais les producteurs intéressés ne peuvent obtenir les crédits requis. La Commission canadienne du blé dispose bien de certaines sommes mais dans le cas de cette vente possible de maïs de qualité médiocre pour l'alimentation du bétail à Cuba, les crédits n'existent tout simplement pas. Ces producteurs sont donc tellement frustrés qu'ils prennent des mesures comme celle dont il est fait état dans les nouvelles cette semaine où l'on raconte que des agriculteurs de Lucknow, en Ontario, ont organisé une manifestation de 1 000 personnes afin de protester contre le manque d'aide du gouvernement. La situation est vraiment terrible en ce début de 1993.

Selon un rapport rédigé par le groupe de prévisionnistes WEFA à la fin de décembre, les programmes du gouvernement gonflent les revenus de 1992, mais on doit prévoir une chute radicale des revenus en 1993. De toute évidence, ils ont raison.

Les augmentations dans les programmes d'aide gouvernementaux pour 1992 sont toutes dues aux grandes manifestations qui ont eu lieu à l'automne de 1991. Alors qu'il avait réduit ses programmes d'aide en 1990, même si le prix mondial du blé avait chuté à 2 \$ le boisseau, le prix le plus bas depuis les années trente, en fait le plus bas de notre histoire, le gouvernement a finalement approuvé des paiements de 800 millions de dollars à l'automne de 1991 en vertu du deuxième programme de MSA ou moyens scandaleux d'avoir les agriculteurs. Bien entendu, cette somme de 800 millions de dollars ne fut versée qu'en 1992, autrement, la situation sur le plan des revenus aurait été encore plus catastrophique qu'elle ne le fut cette année-là. Mais les rassemblements continuent d'avoir lieu car les programmes gouvernementaux ne sont pas adéquats.

Selon les prévisions du rapport du groupe WEFA, le revenu agricole net chutera de 21 p. 100 en 1993. Cette prévision ressemble aux chiffres dont nous avons pris connaissance pour la Saskatchewan; elle est du même ordre.

À l'aube de cette année 1993, six ou sept ans après le début de la guerre commerciale internationale, la situation est encore plus terrible qu'elle ne l'était alors. On peut constater à quel point les programmes gouverne-